



Assemblée générale

Distr. générale
8 mars 2005

Cinquante-neuvième session
Point 105, b, de l'ordre du jour

Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 20 décembre 2004

[sur la base du rapport de la Troisième Commission (A/59/503/Add.2)]

59/185. Le droit au développement

L'Assemblée générale,

Guidée par la Charte des Nations Unies où s'exprime en particulier la volonté de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande ainsi que de recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples,

Rappelant que la Déclaration sur le droit au développement, adoptée par sa résolution 41/128 du 4 décembre 1986, a réaffirmé que le droit au développement est un droit inaliénable de l'être humain et que l'égalité des chances en matière de développement est une prérogative aussi bien des nations que des individus qui les composent, et que l'être humain est le sujet central du développement et son principal bénéficiaire,

Soulignant que la Déclaration et le Programme d'action de Vienne¹ ont réaffirmé que le droit au développement est un droit universel et inaliénable, qui fait partie intégrante des droits fondamentaux de la personne humaine, et que l'être humain est le sujet central du développement et son principal bénéficiaire,

Réaffirmant son objectif de faire du droit au développement une réalité pour tous, tel qu'il est énoncé dans la Déclaration du Millénaire qu'elle a adoptée le 8 septembre 2000²,

Se félicitant des modalités de base convenues lors de la réunion du Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce, tenue à Genève le 1^{er} août 2004, dans des domaines essentiels tels que l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la facilitation du commerce, le développement et les services³,

Se félicitant également du résultat de la onzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à São Paulo (Brésil) du 13 au 18 juin 2004, sur le thème : « Renforcer la cohérence entre les stratégies

¹ A/CONF.157/24 (Part I), chap. III.

² Voir résolution 55/2.

³ Voir Organisation mondiale du commerce, document WT/L/579 et Corr.1. Disponible à l'adresse suivante : <http://docsonline.wto.org>.

nationales de développement et les processus économiques mondiaux pour la croissance économique et le développement, en particulier des pays en développement »⁴,

Rappelant toutes ses résolutions antérieures et celles de la Commission des droits de l'homme relatives au droit au développement, en particulier la résolution 1998/72 de la Commission, en date du 22 avril 1998⁵, concernant la nécessité pressante de faire de nouveaux progrès vers la réalisation du droit au développement, tel qu'il est énoncé dans la Déclaration sur le droit au développement,

Rappelant également la treizième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Kuala Lumpur du 20 au 25 février 2003, et la quatorzième Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 17 au 19 août 2004,

Réaffirmant son appui indéfectible au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique⁶, qui constitue un cadre de développement pour l'Afrique,

Considérant que des injustices historiques ont indéniablement contribué à la pauvreté, au sous-développement, à la marginalisation, à l'exclusion sociale, aux disparités économiques, à l'instabilité et à l'insécurité que connaissent de nombreux habitants de différentes régions du monde, en particulier dans les pays en développement,

Soulignant que l'élimination de la pauvreté est l'un des éléments déterminants de la promotion et de la réalisation du droit au développement et que la pauvreté est un problème multiforme qui exige une approche multiforme et globale, prenant en compte ses aspects économiques, politiques, sociaux, environnementaux et institutionnels à tous les niveaux, compte tenu en particulier de l'objectif de développement énoncé dans la Déclaration du Millénaire tendant à réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population mondiale dont le revenu est inférieur à un dollar par jour ainsi que celle des personnes qui souffrent de la faim,

1. *Souscrit* aux conclusions et recommandations adoptées par le Groupe de travail sur le droit au développement à sa cinquième session⁷, et demande leur mise en œuvre immédiate, intégrale et effective par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et les autres acteurs intéressés ;

2. *Se félicite* de l'établissement d'une équipe spéciale de haut niveau sur le droit au développement dans le cadre du Groupe de travail pour aider ce dernier à s'acquitter de son mandat, et attend avec intérêt l'examen par le Groupe de travail à sa prochaine session de ses recommandations concrètes ;

3. *Prie* le Groupe de travail et, par son entremise, son équipe spéciale de haut niveau de contribuer activement à la prise en compte du droit au développement lors de la réunion de haut niveau qui doit se tenir à New York au début de la soixantième session de l'Assemblée générale, et qui procédera à un examen exhaustif des progrès accomplis dans la réalisation de tous les engagements

⁴ Voir TD/412.

⁵ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3 (E/1998/23)*, chap. II, sect. A.

⁶ A/57/304, annexe.

⁷ Voir E/CN.4/2004/23 et Corr.1, sect. III.

contenus dans la Déclaration du Millénaire², y compris les objectifs de développement convenus à l'échelon international et le partenariat mondial nécessaire pour les réaliser ;

4. *Souligne* l'importance des principes fondamentaux qui figurent dans les conclusions du Groupe de travail à sa troisième session⁸ et correspondent à l'objectif des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, tels que l'égalité, la non-discrimination, la responsabilisation, la participation et la coopération internationale, car ils sont indispensables à la prise en compte du droit au développement aux niveaux national et international, et souligne l'importance des principes d'équité et de transparence ;

5. *Note avec préoccupation* que la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, à sa cinquante-sixième session, n'a pas examiné le document de travail identifiant et analysant les différentes possibilités s'offrant à elle, et prie la Sous-Commission de présenter à la Commission des droits de l'homme sans plus tarder, à sa soixante-deuxième session, le cadre conceptuel définissant des options pour la réalisation du droit au développement et leur faisabilité ;

6. *Prend note* de la tenue et des résultats du deuxième Forum social tenu à Genève les 22 et 23 juillet 2004 sur le thème « Pauvreté, pauvreté rurale et droits de l'homme »⁹, et du ferme appui que lui a apporté la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, et invite toutes les parties prenantes, y compris les États Membres, à participer activement à ses sessions ultérieures ;

7. *Réaffirme* les engagements d'atteindre les buts et objectifs fixés dans tous les textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies et de leurs mécanismes d'examen, en particulier ceux qui ont trait à l'exercice du droit au développement, consciente que l'exercice de ce droit revêt une importance cruciale pour la réalisation des buts et objectifs fixés dans lesdits documents ;

8. *Réaffirme également* que l'exercice du droit au développement est indispensable à l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne¹, selon lesquels tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés, et qui placent la personne humaine au centre du développement, en considérant que, si le développement facilite l'exercice de tous les droits de l'homme, l'absence de développement ne saurait être invoquée pour justifier une restriction à l'exercice de droits de l'homme internationalement reconnus ;

9. *Souligne* que la responsabilité fondamentale de la promotion et de la protection de tous les droits de l'homme incombe à l'État, et réaffirme que les États sont responsables au premier chef de leur propre développement économique et social et qu'on ne saurait trop insister sur le rôle des politiques et des stratégies de développement nationales ;

10. *Réaffirme* qu'il incombe au premier chef aux États de créer, aux niveaux national et international, des conditions favorables à l'exercice du droit au développement et qu'ils ont pris l'engagement de coopérer à cet effet ;

⁸ E/CN.4/2002/28/Rev.1, sect. VIII.A.

⁹ Voir E/CN.4/Sub.2/2004/26.

11. *Réaffirme également* la nécessité d'un environnement international qui soit propice à l'exercice du droit au développement ;

12. *Souligne* la nécessité de lutter pour une acceptation plus large, pour la concrétisation et l'exercice du droit au développement aux niveaux international et national, et demande aux États d'instituer les mesures requises pour la réalisation du droit au développement en tant que droit de l'homme fondamental ;

13. *Souligne également* qu'il est crucial de repérer et d'analyser les obstacles au plein exercice du droit au développement, tant au niveau national qu'au niveau international ;

14. *Affirme* que, si la mondialisation est à la fois source de possibilités et de défis, elle laisse à désirer pour ce qui est d'atteindre les objectifs d'intégration de tous les pays dans un monde interdépendant, et souligne la nécessité d'adopter, aux niveaux national et mondial, des politiques et des mesures en vue de relever les défis de la mondialisation et de saisir les possibilités qu'elle offre, afin qu'elle soit bénéfique pour tous et équitable ;

15. *Constate* que, en dépit des efforts continus de la communauté internationale, l'écart entre pays développés et pays en développement demeure d'une ampleur inacceptable, qu'il reste difficile pour les pays en développement de participer à la mondialisation et que nombre d'entre eux risquent d'être marginalisés et privés de ses avantages ;

16. *Souligne* que la communauté internationale est loin d'atteindre l'objectif énoncé dans la Déclaration du Millénaire² tendant à réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre des personnes vivant dans la pauvreté, réaffirme l'engagement pris d'atteindre cet objectif et insiste sur le principe de la coopération internationale entre pays développés et pays en développement, y compris sous forme de partenariats et d'engagements, en vue de réaliser cet objectif ;

17. *Prie instamment* les pays développés qui n'ont pas encore affecté 0,7 p. 100 de leur produit national brut à l'aide publique au développement en faveur des pays en développement, et de 0,15 p. 100 à 0,2 p. 100 de leur produit national brut à l'aide aux pays les moins avancés, de faire des efforts concrets en ce sens, et encourage les pays en développement à tirer parti des progrès réalisés en veillant à ce que l'aide publique au développement soit dûment employée au service de leurs buts et objectifs de développement ;

18. *Estime* qu'il faut régler la question de l'ouverture des marchés aux pays en développement, notamment dans les secteurs de l'agriculture, des services et des produits non agricoles, en particulier des marchés qui intéressent ces pays ;

19. *Demande* une libéralisation effective du commerce conduite au rythme voulu, notamment dans les domaines où des négociations sont en cours, l'exécution des engagements sur les problèmes et questions de mise en œuvre, le réexamen des dispositions établissant un traitement spécial et différencié afin de les renforcer et de les rendre plus précises, efficaces et opérationnelles, la prévention de nouvelles formes de protectionnisme, ainsi que le renforcement des capacités des pays en développement et la fourniture d'une assistance technique à ces pays, qui sont des aspects importants du progrès vers l'exercice effectif du droit au développement ;

20. *Est consciente* de l'importance du lien qui existe entre les sphères économique, commerciale et financière internationales et l'exercice du droit au développement, souligne à cet égard la nécessité d'avoir une bonne gouvernance et d'élargir la base de la prise des décisions internationales sur les questions

intéressant le développement et de combler les lacunes organisationnelles, ainsi que de renforcer le système des Nations Unies et les autres institutions multilatérales, et souligne également la nécessité d'élargir et de renforcer la participation des pays en développement et des pays en transition à la prise des décisions et à l'établissement des normes dans le domaine économique sur le plan international ;

21. *Est consciente également* que, au niveau national, une bonne gouvernance et la primauté du droit sont, pour tous les États, de nature à faciliter la promotion et la défense des droits de l'homme, y compris du droit au développement, et apprécie les efforts que font actuellement les États pour définir et renforcer les pratiques de bonne gouvernance, dont un mode de gouvernement transparent, responsable, assorti de l'obligation de rendre des comptes et participatif, qui répondent à leurs besoins et aspirations et y soient adaptées, en s'inscrivant notamment dans le cadre d'approches du développement, du renforcement des capacités et de l'assistance technique qui soient concertées et fondées sur le partenariat ;

22. *Est consciente en outre* que le rôle important des femmes et leurs droits, ainsi que l'égalité des sexes sont des aspects à prendre en compte dans tout le processus de réalisation du droit au développement, et note en particulier la relation positive qui existe entre, d'une part, l'éducation des femmes et leur participation dans des conditions d'égalité aux activités civiles, culturelles, économiques, politiques et sociales de la communauté et, de l'autre, la promotion du droit au développement ;

23. *Souligne* la nécessité d'intégrer à toutes les politiques et tous les programmes les droits des enfants, filles et garçons, et d'assurer la promotion et la protection de ces droits, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation et en ce qui concerne le plein épanouissement de leurs potentialités ;

24. *Souligne également* que de nouvelles mesures supplémentaires doivent être prises aux niveaux national et international pour lutter contre le VIH/sida et les autres maladies contagieuses, en tenant compte des actions et des programmes en cours, et réaffirme la nécessité d'une aide internationale à cet égard ;

25. *Reconnaît* la nécessité de partenariats forts avec les organisations de la société civile et celles du secteur privé, pour poursuivre les objectifs d'élimination de la pauvreté et de développement, ainsi que de responsabilisation sociale des entreprises ;

26. *Souligne* qu'il est urgent de prendre des mesures concrètes pour lutter contre toutes les formes de corruption aux niveaux national et international, pour prévenir, détecter et décourager de façon plus efficace les transferts internationaux d'avoirs acquis illégalement et renforcer la coopération internationale en matière de recouvrement des avoirs, souligne l'importance d'une volonté politique réelle de la part de tous les gouvernements, dans le cadre d'une structure juridique solide et, à ce propos, engage les États à signer et ratifier dès que possible la Convention des Nations Unies contre la corruption¹⁰ et les États parties à assurer l'application effective de ladite convention ;

27. *Souligne également* la nécessité de renforcer encore les activités menées par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en ce qui concerne la promotion et la concrétisation du droit au développement, notamment

¹⁰ Résolution 58/4, annexe.

en veillant à ce que les ressources financières et humaines dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat soient employées de façon efficace, et demande au Secrétaire général de mettre à sa disposition les moyens nécessaires à cette fin ;

28. *Réitère* la demande adressée au Haut Commissaire, en recentrant le droit au développement, de mener des activités visant à renforcer le partenariat mondial pour le développement entre les États Membres, les organismes internationaux de développement et les institutions internationales s'occupant de développement, de questions financières et d'échanges commerciaux, et de rendre compte en détail de ces activités dans le rapport qu'elle présentera à la Commission des droits de l'homme à sa soixante et unième session ;

29. *Prie* les organismes, fonds et programmes, ainsi que les institutions spécialisées des Nations Unies, d'intégrer le droit au développement dans leurs programmes et objectifs opérationnels, et souligne que les institutions financières internationales et les organismes internationaux du commerce multilatéral doivent intégrer le droit au développement dans leurs politiques et objectifs ;

30. *Prie* le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention des États Membres, des organes et organismes, institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies, des institutions financières et de développement internationales, en particulier les institutions de Bretton Woods, ainsi que des organisations non gouvernementales ;

31. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter un rapport, à sa soixantième session, et de présenter un rapport d'activité à la Commission des droits de l'homme, à sa soixante et unième session, sur l'application de la présente résolution, y compris les efforts déployés aux niveaux national, régional et international en ce qui concerne la promotion et l'exercice du droit au développement, et invite le Président du Groupe de travail sur le droit au développement à lui présenter oralement une mise à jour à sa soixantième session.

*74^e séance plénière
20 décembre 2004*